

Le devoir des Gouvernements qui consentent à laisser prélever sur l'épargne de leurs nationaux des millions est d'imposer des clauses salutaires pour les prêteurs et les emprunteurs. Il faut que les richesses prêtées aillent au travail, à la mise en valeur industrielle et agricole dans de plus grandes proportions que présentement; que la part de l'emploi improductif et dangereux soit limitée; en un mot, l'intervention des Gouvernements doit se manifester par la réserve suivante : l'emprunt ne sera autorisé que si les nations emprunteuses s'engagent à limiter leurs armements dans des proportions déterminées. Il est légitime que les Gouvernements européens usent de ce moyen d'action bienfaisante et que, tout au moins, leur intervention n'ait pas pour effet d'alimenter la guerre alors qu'ils doivent et veulent préparer la paix.

En résumé, les Etats balkaniques au lendemain de la guerre ont pris, chacun, posture de vainqueurs : à Belgrade, à Athènes, à Sofia, souverains et troupes ont fait des entrées triomphales.

Aujourd'hui les Etats balkaniques sont en posture de quémandeurs. Ils cherchent à emprunter de l'argent pour payer leurs dettes et reconstituer leur force militaire et productive.

Tel est le résultat de la guerre. Des morts par milliers et milliers, des estropiés, des ruines, des souffrances, des haines, des craintes continuelles de représailles, et, pour couronner le tout, la misère dans la victoire.

La guerre n'est que destruction et appauvrissement.

---